

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 12/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CERESIA

16 Bd du Val de Vesle
51100 Reims

Références : D1 i 2025-144
Code AIOT : 0005701693

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 dans l'établissement CERESIA implanté 7 Avenue de la Gare (SCMAM) COLIGNY 51130 Val-des-Marais. L'inspection a été annoncée le 08/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a pour objectif de contrôler le retour à la conformité du site, en s'assurant que les échéances fixées dans l'arrêté de mise en demeure, transmis à l'exploitant suite à l'inspection du 29/04/2024, soient respectées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CERESIA
- 7 Avenue de la Gare (SCMAM) COLIGNY 51130 Val-des-Marais

- Code AIOT : 0005701693
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CERESIA site de Coligny exploite sur la commune de Val-des-Marais (Coligny) un site céréalier qui réalise des activités de stockage de céréales, engrais liquides, engrais solide, produits phytopharmaceutiques et compost.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

L'exploitant est autorisé à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral n°AP_88-A-29-IC du 11 juillet 1988 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2007-APC-112-IC du 14 novembre 2007.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	respect des échéances	AP de Mise en Demeure du 13/08/2024, article 2	Sans objet
2	respect échéances	AP de Mise en Demeure du 13/08/2024, article 3	Sans objet
3	respect des échéances	AP de Mise en Demeure du 13/08/2024, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les 3 écarts relevés lors de l'inspection du 29/04/2024, entraînant un arrêté préfectoral de mise en demeure, ont tous été soldés

2-4) Fiches de constats

N° 1 : respect des échéances

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/08/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : "L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 49 de l'Arrêté Ministériel du 04 Octobre 2010 : «L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités

sanitaires."
Constats : L'exploitant a transmis au service de l'inspection en date du 02/12/2024, l'état des matières stockées conformément aux prescriptions de l'article 49. Afin de s'assurer que ce suivi est tenu à jour, le service de l'inspection a demandé l'état des stocks lors de la visite, et a constaté qu'il était complété chaque mois. Le dernier état des stocks a été réalisé en date du 16/01/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : respect échéances

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/08/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité de l'aire de compostage
Prescription contrôlée : "L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 2.10, de l'annexe I ; de l'Arrêté Ministériel du 05 Décembre 2016 : <i>«Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont, de préférence, récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7. »"</i>
Constats : Dans son courrier du 02/12/2024, transmis à l'inspection, l'exploitant indiquait l'arrêt de l'activité sur ce site, précisant que le stockage de compost avait été vidé depuis le 30 juin 2024. L'inspection a constaté in-situ l'absence de compost dans l'aire de stockage, confirmant ainsi les indications de l'exploitant. Par ailleurs, ce dernier a justifié l'arrêt de cette l'activité en raison d'un retour économique incertain, entre le coût de la mise au norme de l'aire de compostage, et le gain que peut procurer l'activité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : respect des échéances

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/08/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : "L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 7 de l'Arrêté préfectoral complémentaire du 11 Novembre 2007 : <i>«Les moyens de lutte contre l'incendie sont constitués d'une réserve incendie communale de 120m3, d'un poteau incendie distant de 50 m de l'entrée du site, d'une réserve de 150 m3 disponible sur site au niveau du dépôt d'engrais liquides.</i>

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Des procédures d'intervention en fonction des dangers sont rédigées et communiquées aux services de secours.

Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site. »"

Constats :

Dans son courrier du 02/12/2024, l'exploitant indiquait au service de l'inspection qu'une vérification interne périodique du niveau des cuves était mise en place par caméra thermique. L'inspection in-situ a constaté les cuves pleines et l'exploitant a remis copie de son registre de vérification.

La dernière vérification périodique, qui se réalise annuellement, s'est effectuée le 25/11/2024.

Cette vérification a porté sur les deux cuves n°10073 et n°5073, confirmant qu'elles sont pleines, mais également sur l'état des cuves ainsi que les différents raccords.

Le registre ne mentionne aucune anomalie.

Type de suites proposées : Sans suite